

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/187 CONTRAT DE VILLE - PROGRAMMATION 2025 - COMMUNE DE TOULON - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS POUR UN MONTANT TOTAL DE 260 000 EUROS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/187

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : C O N T R A T D E V I L L E - P R O G R A M M A T I O N 2 0 2 5 -
C O M M U N E D E T O U L O N - A T T R I B U T I O N D E S
S U B V E N T I O N S P O U R U N M O N T A N T T O T A L D E 2 6 0
0 0 0 E U R O S - A U T O R I S A T I O N D E S I G N A T U R E**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale, relative à la réforme de la politique de la ville,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Contrat de Ville Métropolitain 2024/2030 adopté en Conseil Métropolitain le 12 septembre 2024,

VU l'appel à projets commun lancé le 4 novembre 2024,

VU l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 mars 2025,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, dans le cadre de sa compétence en matière de politique de la ville et de la programmation pour l'année 2025 du Contrat de Ville 2024/2030 prévoit une enveloppe globale de 600 000 euros de subventions pour accompagner des actions déployées et participant au développement social et urbain du territoire sur les 15 quartiers prioritaires de la ville dans les 4 communes concernées (Toulon, La Seyne-sur-Mer, La Garde et Hyères-les-Palmiers), dont 260 000 euros pour les actions déployées sur la commune de Toulon,

CONSIDERANT qu'il a été est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 260 000 euros à 25 associations pour 37 actions déployées sur la commune de Toulon,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER l'attribution des subventions pour un montant total de 260 000 euros aux 25 associations suivantes pour 37 actions déployées sur la commune de Toulon :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole 2025
ALADIN	ACI Environnement	13 000€
ARIANE MEDITERRANEE	Horizon bleu	20 000€
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR (AAVIV)	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	3 000 €
ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT (AVRE)	Permanence d'aides aux victimes et/ou de prévention des violences intra familiales Accueil des mineurs et des femmes victimes de violence	10 000 €
ASSOCIATION VIVRE EN FAMILLE (AVEF)	Protection des victimes violences conjugales et prévention de la délinquance par l'accompagnement psycho-éducatif des auteurs et par l'accompagnement d'un traitement individuel psychologique	5 000 €

AXIS	Relais enfants-parents	4 000 €
BRIGADES NATURE VAR	Favoriser le retour vers l'emploi des habitants QPV Plateforme numérique GERIP	7 000 €
CENTRE D'INFORMATION DUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAR (CIDFF)	Service d'accompagnement Individualisé Emploi Femmes (SIAE)	4 500 €
CODES 83	Santé Toulon ! Éducation pour la santé multithématique	2 000 €
COMITE DU VAR DE COURSE D'ORIENTATION (CDCO83)	Qu'il est beau mon quartier	3 000 €
COMPAGNONS BATISSEURS PROVENCE	Bricobus, l'atelier habitat mobile et solidaire	12 000€
CULTURE DU CŒUR	Accès à la culture – Culture et vous	5 000 €
COOPERATIVE D'INITIATIVE JEUNES	Lancement d'un Citélab en partenariat avec BPI France sur territoire Hyères et Toulon	10 000 €
	Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon	10 000 €
	Lancement d'un Citélab en partenariat avec BPI France sur la ville de la Seyne sur Mer et La Beaucaire	10 000 €
FACE VAR	Micro Forums	3 000 €
	Passerelle école entreprises	5 000 €
FEMMES D'AUJOURD'HUI	Lieux d'accueil et d'écoute et d'orientation pour les femmes victimes de violence	6 000 €
	Travailleur social au commissariat	7 000 €
	Ateliers d'apprentissage linguistique à visée professionnelle centre-ville	3 000 €
INITIATIVE VAR	Accélérateurs - Programme quartier 2030	20 000 €
	Bus de l'entrepreneuriat	15 000 €
LES AMIS DE JERICHO UDV	Bus de nuit	5 000 €
LES CENTRES SOCIAUX DE TOULON	Fond de participation des Habitants	3 000 €
	CST Est Participation engagement citoyenneté 12/20 – Toulon Est et Sainte-Musse	5 000€
	CST Ouest Loisirs actifs jeunes 12/24 Beaucaire et Florane OUEST	4 500€
LE ROCHER OASIS DES CITES	Accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans Sainte Musse	8 000 €
MISSION LOCALE DES JEUNES TOULONNAIS (MLJT)	Antennes des quartiers ciblés	12 000 €
	Médiation emploi santé	5 000 €
	1 permis 1 emploi	10 000 €
MUNITIQUE FORMATION ET MULTIMEDIA	Lieu d'initiative en direction des jeunes	2 000 €
	Atelier bureautique et multimédia	6 000 €
THEÂTRE MANDIN	Théâtre forum	3 000 €
UFOLEP 83	Sports urbains en horaires décalés	4 000 €
	Socio sport	4 000€
UNIS CITÉ	Les jeunes s'engagent avec Unis-Cité	7 000 €
XPLORAFIT	Sport santé à la Maison de tous de Rodeilhac	4 000 €
TOTAL GENERAL		260 000 €

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les conventions ci-annexées avec 6 associations suivantes :

- Ariane Méditerranée,
- Coopérative Initiative Jeunes,
- Face Var,
- La Mission Locale des Jeunes Toulonnais (MLJT),
- Initiative Var,
- Ufolep 83.

Le montant total des subventions attribuées respectivement à ces associations par la Métropole dépassant le seuil de 23 000 euros.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes dispositions et à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que la Métropole Toulon Provence Méditerranée demandera aux associations listées à l'article 1 et l'article 2, de fournir un bilan qualitatif, quantitatif et financier au 31 décembre 2025 signé par le responsable légal de la structure afin de justifier la réalisation de leurs actions respectives.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur l'opération N°52157 – article 65748 du Budget principal 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0



Elu ne prenant pas part au vote :
Madame Geneviève LEVY.

<p align="center">CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ARIANE MEDITERRANEE</p>

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- **L'association Ariane Méditerranée** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 9 traverse Jacques MONOD 83160 LA VALETTE DU VAR représentée par **Monsieur Alexandre MULLER** dûment habilité

Ci-Après désigné « Ariane Méditerranée »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association ARIANE Méditerranée est une plateforme d'inclusion, de formation, d'insertion sociale et professionnelle pour les publics les plus fragiles qui développe un accompagnement global individualisé et pluri disciplinaire.

Pour cela, elle s'appuie également sur une forte coopération avec les entreprises afin de créer un partenariat équilibré.

ARIANE Méditerranée est spécialisée dans la formation en lien avec le champ du handicap. De manière transversale ARIANE s'engage à lutter contre la fracture numérique en permettant à chacun de pouvoir maîtriser les nouvelles formes de communication et accroître leurs chances d'inclusion sociale et professionnelle. Elle s'attache également à développer une culture de l'innovation et de l'expérimentation permanente dans ses pratiques.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'association Ariane Méditerranée intervenant sur la commune de Toulon, La Seyne sur Mer

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

Ariane Méditerranée s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de Ariane Méditerranée soutenues par la Métropole :

- Horizon Bleu

Un parcours d'émancipation par la mer et le développement personnel." Le contrat de ville "Quartiers 2030" offre une opportunité unique de renforcer l'accompagnement des jeunes et des adultes et de favoriser leur insertion professionnelle. Notre projet s'inscrit pleinement dans cette dynamique en proposant un parcours original et motivant, combinant : - Le développement de compétences transversales (softskills) : essentielles pour réussir dans un contexte professionnel en constante évolution. - La découverte de nouveaux horizons : à travers un projet concret et fédérateur tel qu'un stage en catamaran. - L'acquisition de connaissances sur les métiers de la mer et la transition écologique : des secteurs porteurs d'emploi et en pleine mutation.

Description détaillée du projet :

Phase 1 : Lancement et mobilisation Identification des quartiers cibles en collaboration avec les acteurs locaux. Mise en place d'actions de communication (affiches, flyers, réseaux sociaux) pour informer les potentiels participants. Partenariat avec les structures locales (missions locales, centres sociaux) pour orienter les publics.

Phase 2 : Sourcing et recrutement des participants Actions d'aller-vers : Mise en place d'animations ludiques et interactives dans les quartiers ciblés pour sensibiliser les jeunes et les adultes aux opportunités offertes par le projet. Partenariats : Collaboration étroite avec les acteurs locaux (missions locales, centres sociaux, etc.) pour identifier les publics les plus en difficulté et les orienter vers le projet. Collecte des candidatures via les différents canaux de communication. Entretiens individuels pour évaluer les motivations, les besoins et les objectifs de chaque candidat. Constitution des groupes en fonction des profils et des disponibilités

Phase 3 : Accompagnement personnalisé Entretiens individuels et réguliers: Évaluation des besoins, des attentes et des objectifs de chaque participant par un coach emploi pour ajuster l'accompagnement et mesurer les progrès. Ateliers "softskills" : Développement de compétences telles que la communication, le travail en équipe, la gestion du stress, etc. Ateliers "métiers de la mer, transition écologique et scientifiques" : Présentation des différents métiers, des enjeux environnementaux et des perspectives d'emploi. Préparation au stage en catamaran : Apprentissage des bases de la navigation, des règles de sécurité, etc. Durant cet accompagnement nous favoriserons l'Acquisition et Validation des Compétences avec les OPEN BADGE et les micro certifications: mise en place d'un carnet de bord comprend les OPEN BADGE, des certifications obtenues grâce aux activités accomplies par chaque bénéficiaires et matérialisé via l'application UNIQUE qui valident les compétences et réalisations des bénéficiaires tout au long du programme : Formation et ateliers suivis Compétences acquises Stages et immersions professionnelles Nous inciterons les participants à faire des périodes d'immersion en entreprises de manière systématique soit pour découvrir ou redécouvrir un environnement économique, valider un projet professionnel, valider une entrée en formation ou tester si l'emploi correspond à leurs attentes.

Phase 4 : Stage d'immersion en catamaran Organisation : Mise en place d'un stage de 3 jours en catamaran, encadré par des professionnels qualifiés.

Objectifs : Renforcement de la cohésion de groupe, développement de l'autonomie, découverte d'un environnement nouveau. Le principe est d'initier le groupe aux tâches de matelot, de pêcheur, de skipper, de mécanicien en alliant l'apport théorique à la pratique. Plusieurs séances techniques d'initiation seront proposées. Nous nous appuyons sur les modules pédagogiques de la formation de matelot de

Le projet de stage en catamaran offre une opportunité unique de mobiliser les participants autour de leur recherche d'emploi, et ce pour plusieurs raisons : 1. Un terrain propice à l'émergence de nouvelles compétences Développement des softskills : Les activités nautiques nécessitent une bonne communication, de la coopération, de la gestion du stress et de l'adaptation. Ces compétences sont hautement recherchées sur le marché du travail. Acquisition de nouvelles connaissances : La découverte du milieu maritime et des métiers qui y sont liés peut susciter de nouvelles vocations et orienter les participants vers des formations ou des emplois spécifiques. Dépassement de soi : Le défi que représente un stage en catamaran favorise la confiance en soi et la motivation, des qualités essentielles pour mener à bien une recherche d'emploi. 2. Un cadre propice à la réflexion et à la projection professionnelle Temps de partage et d'échanges : Les moments passés en groupe permettent de créer un climat de confiance où les participants peuvent échanger sur leurs projets professionnels, leurs difficultés et leurs aspirations. Mise en perspective : Loin de leur quotidien, les participants peuvent prendre du recul sur leur situation et envisager de nouvelles perspectives d'avenir. Accompagnement personnalisé : Les encadrants peuvent profiter de ces moments pour discuter des parcours professionnels de chacun et les orienter vers des actions concrètes. 3. Un levier pour la construction d'un réseau Rencontres avec des professionnels : L'organisation de visites du CFA FORMED, de chantiers navals ou de rencontres avec des marins professionnels permet aux participants d'élargir leur réseau et de découvrir les opportunités d'emploi existantes. Témoignages de professionnels : les Inviter à partager leur parcours pour inspirer les participants et leur donner des clés pour construire leur propre projet professionnel. 4. Un projet fédérateur et motivant Objectif commun : Le stage en catamaran crée un objectif commun qui fédère les participants et les motive à s'investir dans le projet. Sentiment d'accomplissement : La réussite du stage renforce l'estime de soi et donne envie d'aller plus loin. Nous allons nous appuyer sur ces éléments pour mobiliser les participants sur la recherche d'emploi : - nous Intégrerons une dimension professionnelle dans les ateliers : Par exemple, organiser des ateliers sur la rédaction de CV et de lettres de motivation, la préparation aux entretiens d'embauche, ou encore la découverte des outils de recherche d'emploi en ligne. - nous allons créer un lien entre les compétences acquises pendant la préparation au stage et les exigences du marché du travail : Montrer aux participants comment les compétences développées pendant ces groupes peuvent être valorisées dans leur recherche d'emploi. - Nous valoriserons les réussites : Célébrer les réussites professionnelles des participants, même les plus modestes, pour les encourager à persévérer.

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, L'association **Ariane Méditerranée** hauteur de **20 000 (vingt mille euros)** sur la ville de **Toulon**.

- Horizon Bleu : 20 000 €

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **20 000** euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Ariane Méditerranée

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Alexandre MULLER

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Horizon Bleu	Toulon :20 000 € La Seyne sur Mer : 20 000 €
---------------------	--

a) Objectif(s):

Horizon Bleu

Parcours d'accompagnement visant le développement de compétences transversales, découverte métiers, acquisition de connaissances sur les métiers de la mer et de la transition écologique.

Plusieurs phases :

- Mobilisation,
- sourcing et recrutement,
- Accompagnements personnalisés
- Stage d'immersion en catamaran d'une durée de 3 jours : découverte d'un nouvel environnement

Bilan et perspectives

Partenaires : CFA Formed Campus, Sea Connect +

Objectifs :

- 4 groupes de 10 à 14 personnes, soit 48 habitants de QPV, dont 28 personnes à Toulon et 20 à la Seyne/Mer

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - Nombre de beneficiaries et leur typologie, par domaine d'intervention
 - Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - Impacts sur les bénéficiaires
 - Réalisations pour l'année échue
 - Lien des actions avec les besoins du territoire

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COOPERATIVE INITIATIVE JEUNES
--

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- La Coopérative Initiative Jeunes régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège au 235 chemin de la Madrague 13015 MARSEILLE représentée par Madame DESIR Marina dûment habilitée

Ci-Après désigné « La CIJ »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La CIJE est une coopérative d'activités et d'emploi dédiée à l'accompagnement des jeunes entrepreneurs. Elle offre à toutes les personnes qui souhaitent entreprendre, et ce même s'elles n'ont pas au départ conscience de leurs capacités ou s'elles n'ont pas de projet précis, un espace de travail, de moyens, de ressources et de formation, favorable à leur engagement dans le développement d'une activité, tout en s'initiant à la gestion d'une entreprise. Elle permet de tester son projet de création d'entreprise, en grandeur réelle, dans un cadre totalement sécurisé.

Les finalités structurantes de la coopérative permettent aux bénéficiaires de :

- S'initier à la création de leur propre emploi/activité,
- Développer des compétences dans différents types d'emploi,
- Capitaliser de l'expérience, développer une plus grande autonomie,
- Vivre des réussites individuelles et collectives,
- Créer des liens avec leur quartier, leur commune,
- Faire partie d'un groupe,
- Mieux appréhender certaines réalités opérationnelles.

La Coopérative d'Initiative Jeunes Entrepreneurs est destinée à un public de 16 à 30 ans ou à toute personne souhaitant s'insérer professionnellement par le travail indépendant.

- Sans emploi, sans formation, sans scolarisation (NEET),

- Bénévoles dans une association,
- Inscrits à la Mission Locale, au Pôle Emploi,
- Bénéficiaires du RSA comme ayant droit ou encore personne en situation de handicap,
- Demandeur d'emploi très longue durée.

Les porteurs de projet sont recrutés sur leur motivation, leur envie et leur détermination à entreprendre

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de La CIJ intervenant sur la commune de Toulon et Hyères

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La CIJ s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de la CIJ soutenues par la Métropole :

-Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur le territoire de Hyères et Toulon

Révéléateur de talents est un dispositif public consistant en une offre d'émergence de proximité principalement au service des habitants des QPV, qu'ils soient porteurs de projets, créateurs ou entrepreneurs. Il vise à faciliter l'identification des talents dans les quartiers de la Politique de la Ville afin de les assister dans la préparation et la sécurisation de leur projet entrepreneurial ou favoriser une orientation positive vers les ressources locales disponibles.

Dans sa mission de proximité, le CitésLab Révélateurs de Talents est un acteur clef du maillage et de l'animation des écosystèmes locaux de l'entrepreneuriat et de la Politique de la ville. Son action est prioritairement localisée au sein des QPV cibles de son territoire, en tant que membre de la communauté CitésLab, il/elle participe aux séquences, à rayonnement régional et national, d'animation, de formation et de valorisation des Chefs de projet CitésLab Révélateur de talents.

Les principales missions du chef de projet CITESLAB seront au sein des QPV sélectionnés de :

- Mobiliser un réseau d'acteurs autour de ce dispositif
- Détecter et former des porteurs de projets à la création d'entreprise
- Apporter une réponse aux jeunes créateurs aux problématiques liées au post création qui à ce jour restent encore sans réponse

-Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur la ville de La Seyne sur Mer et sur La Beaucaire

Le chef de projet CitésLab Seynois aura un local d'accueil au sein des deux QPV de le Seyne et assurera des permanences dans les quartiers concernés (centre sociaux, associations de quartiers etc.). Mais, ce sera surtout un poste mobile de terrain, les locaux ne serviront qu'à accompagner les bénéficiaires. De plus, partenariat avec l'ensemble des acteurs qui gravitent autour de la création d'entreprise qui agissent dans le domaine de l'entrepreneuriat que ce soit la BGE, Positiv, TVT, Les Premières SUD, Les réseaux de financement ou bien encore les autres CAE. Par ailleurs, volonté de continuer à renforcer les liens avec le SPE et de développer des permanences sur une échelle géographique plus large.

- Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon

Pendant une durée de trois mois, un groupe de 8 à 10 sur la ville de Toulon et un groupe sur la ville de Hyères vont expérimenter très concrètement la gestion d'une entreprise coopérative en créant leur propre projet. Ils définissent les produits et services qu'ils vont proposer aux habitants du quartier, de la commune, aux entreprises locales ;Ainsi, les jeunes s'initient au fonctionnement d'une entreprise démocratique, développent leur esprit d'initiative et prennent conscience de leurs capacités d'agir. Type de public accueilli : Le public accueilli devra satisfaire aux exigences suivantes à savoir : être âgé de 18 à 30 ans, n'être, ni en emploi, ni en formation, ni scolarisés. Les jeunes volontaires pourront avoir un projet de création d'entreprise clairement identifié ou pas. Leur motivation et leur envie d'intégrer un groupe et de travailler sur un projet commun seront des critères de sélection

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association CIJ à hauteur de **30 000 (trente mille euros)** sur la ville de **Toulon**.

- Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur le territoire de Hyères et Toulon : 10 000 €
- Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon : 10 000 €
- Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPU France sur la ville de La Seyne sur Mer et La Beaucaire

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **30 000** euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Coopérative d'Initiative Jeunes

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Marina DESIR

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur le territoire de Hyères et Toulon	Toulon : 10 000 € Hyères : 4 000 €
Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur la ville de La Seyne sur Mer et sur La Beaucaire	Toulon : 10 000 €
Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon	Toulon : 10 000 € Hyères : 5 000 €

a) Objectif(s) :

Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur le territoire de Hyères et Toulon

Révéléateur de talents est un dispositif public consistant en une offre d'émergence de proximité principalement au service des habitants des QPV, qu'ils soient porteurs de projets, créateurs ou entrepreneurs. Il vise à faciliter l'identification des talents dans les quartiers de la Politique de la Ville afin de les assister dans la préparation et la sécurisation de leur projet entrepreneurial ou favoriser une orientation positive vers les ressources locales disponibles.

Dans sa mission de proximité, le CitésLab Révélateurs de Talents est un acteur clef du maillage et de l'animation des écosystèmes locaux de l'entrepreneuriat et de la Politique de la ville. Son action est prioritairement localisée au sein des QPV cibles de son territoire, en tant que membre de la communauté CitésLab, il/elle participe aux séquences, à rayonnement régional et national, d'animation, de formation et de valorisation des Chefs de projet CitésLab Révélateur de talents.

Les principales mission du chef de projet CITESLAB seront au sein des QPV sélectionnés de :

- Mobiliser un réseau d'acteurs autour de ce dispositif
- Détecter et former des porteurs de projets à la création d'entreprise
- Apporter une réponse aux jeunes créateurs aux problématiques liées au post création qui à ce jour restent encore sans réponse

-Lancement d'un Cité Lab en partenariat avec BPI France sur la ville de La Seyne sur Mer et sur La Beaucaire

Le chef de projet CitésLab Seynois aura un local d'accueil au sein des deux QPV de le Seyne et assurera des permanences dans les quartiers concernés (centre sociaux, associations de quartiers etc.). Mais, ce sera surtout un poste mobile de terrain, les locaux ne serviront qu'à accompagner les bénéficiaires. De plus, partenariat avec l'ensemble des acteurs qui gravitent autour de la création d'entreprise qui agissent dans le domaine de l'entrepreneuriat que ce soit la BGE, Positiv, TVT, Les Premières SUD, Les réseaux de financement ou bien encore les autres CAE. Par ailleurs, volonté de continuer à renforcer les liens avec le SPE et de développer des permanences sur une échelle géographique plus large.

- Lancement de deux coopératives éphémères Hyères et Toulon

Pendant une durée de trois mois, un groupe de 8 à 10 sur la ville de Toulon et un groupe sur la ville de Hyères vont expérimenter très concrètement la gestion d'une entreprise coopérative en créant leur propre projet. Ils définissent les produits et services qu'ils vont proposer aux habitants du quartier, de la

commune, aux entreprises locales; ainsi, les jeunes s'initient au fonctionnement d'une entreprise démocratique, développent leur esprit d'initiative et prennent conscience de leurs capacités d'agir. Type de public accueilli : Le public accueilli devra satisfaire aux exigences suivantes à savoir : être âgé de 18 à 30 ans, n'être, ni en emploi, ni en formation, ni scolarisés. Les jeunes volontaires pourront avoir un projet de création d'entreprise clairement identifié ou pas. Leur motivation et leur envie d'intégrer un groupe et de travailler sur un projet commun seront des critères de sélection

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de beneficiaries et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

<p align="center">CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION FACE VAR</p>
--

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- **L'Association Face Var** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 25 rue Victor Clappier, 83000 TOULON représentée par **Madame ALEXANDRE Nathalie** dûment habilitée

Ci-Après désigné « Association Face Var »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) est Reconnue d'Utilité Publique en 1994. Sa mission est de prévenir et lutter contre toutes les formes d'exclusion, de discrimination et de pauvreté. Avec l'appui de 16 grandes entreprises fondatrices, plus de 80 implantations sur l'ensemble du territoire, et d'un réseau de 6 329 entreprises de toutes tailles, FACE met tout en œuvre pour réduire les inégalités sociales. Elle construit sa politique d'intervention en lien avec les institutions publiques européennes et françaises et les entreprises socialement engagées, afin d'agir au plus près des personnes en situation de fragilité.

FACE Var est un club d'entreprises structuré en association locale et agréé par la FACE, la Fondation pour l'Inclusion. FACE VAR a été créé en décembre 2003 à l'initiative de la Ville de Toulon (membre du conseil d'administration) et de 10 entreprises varoises.

Aujourd'hui, le club est constitué de plus de deux cent entreprises et de réseaux économiques locaux qui partagent les valeurs de la Fondation et souhaitent mettre en œuvre leur responsabilité sociale d'entreprise.

Dans le cadre d'une approche globale de l'engagement social et de lutte contre l'exclusion et la discrimination, FACE Var organise ses missions en 6 domaines qui sont :

- Éducation - Culture
- Emploi - Insertion
- Entreprise - Territoires
- Précarité - Inclusion
- Intégration
- Espace de Vie Sociale

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des

projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de L'association **Face Var** intervenant sur la commune de Toulon, Hyères, La Garde et La Seyne sur Mer.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

Association Face Var s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l' Association Face Var soutenues par la Métropole :

- **Micro-Forums** : Organisation de micro-forums avec la présence de 30 bénéficiaires résidant en QPV + 5 entreprises (minimum).

2 micro-forums à la Seyne/Mer + 4 forums Toulon (sessions de recrutement pour 6/7 habitants QPV)

L'action se décline en plusieurs étapes : mobilisation des entreprises, mobilisation des bénéficiaires (adultes relais), organisation des forums et suivi (suivi avec les entreprises afin de connaître l'impact de ces forums, pour chiffrer les embauches).

Format du forum : présentation des entreprises et leurs besoins en recrutement, explication des postes à pourvoir et attentes, mini entretiens

- **Passerelle Ecole Entreprise** : L'objectif général de l'action est de permettre aux élèves de découvrir le fonctionnement d'une entreprise, de se préparer à la vie professionnelle et d'être remotivé par la découverte de différents métiers. Elle répond à un besoin de rétablir l'égalité des chances en développant le lien entre les jeunes et l'Entreprise, d'autant plus fortement qu'il s'agit de publics issus de quartiers où « l'Entreprise », au sens large, est peu présente (peu de sièges d'entreprises dans les quartiers, fort taux de chômage).

L'action vise également d'agir au niveau des entreprises pour modifier leurs représentations vis-à-vis du monde de la jeunesse, pour faciliter l'accueil et l'accompagnement des jeunes lors de leur entrée dans l'entreprise et sécuriser les parcours

- **Le club des entreprises Hyérois** : Forte de son réseau de plus 200 entreprises et suite à des échanges avec les partenaires institutionnels,

l'association FACE Var se propose de créer le Club des Entreprises Hyéroises.

L'ambition d'un tel club est de pouvoir agir localement, en lien étroit avec les partenaires institutionnels et les associations hyéroises, en faveur de la découverte du monde économique et des métiers par des approches innovantes et ciblés.

L'enjeu est d'animer et de créer un club d'entreprises locales pour qu'elles soient mobilisées sur les différentes actions.

Dans un premier temps, une rencontre de cadrage sera organisée en présence des partenaires

institutionnels et des associations locales. L'enjeu sera de présenter le projet et de recueillir les réactions et les attentes des acteurs présents afin de coconstruire la feuille de route 2025 et les actions qui seront menées (nombre de forums, de rencontres, de sessions de recrutement, de visites d'entreprises...). Dans un second temps, le coordinateur rencontrera les entreprises du territoire hyérois pour leurs présenter le club et favoriser leur adhésion au projet. Enfin, durant l'année, le coordinateur s'assurera du déploiement de la feuille de route comprenant les différentes actions à réaliser avec les entreprises du club (micro-forums, visites d'entreprises, sessions de recrutement, participation à un événement sportif)

- **EVS Face'illiter l'accès aux droits** : L'accès aux droits est ouvert à tout public des quartiers prioritaires et du centre-ville de Hyères. Les personnes sont reçues par le médiateur juridique qui les informe, les oriente ou les accompagne dans les différentes démarches administratives. Ce médiateur réalise un diagnostic des besoins de la personne et adapte son accompagnement. Il travaille dans une démarche d'accompagnement global et d'apprentissage à l'autonomie.

- **Face'illiter la vie dans les quartiers** : L'objectif général du projet s'inscrit dans le champ d'action 2 : participer et faire vivre le quartier

Les objectifs opérationnels répondent à l'enjeu de proposer des animations pour les habitants et les quartiers pour :

- Favoriser la participation des habitants
- Favoriser la découverte du territoire et du patrimoine historique.
- Favoriser la découverte de la culture.
- Soutenir les initiatives des habitants.
- Rompre l'isolement, créer du lien social
- Proposer une parenthèse conviviale et ludique

- **Job contact** : L'action est destinée à toute personne résidant dans les quartiers prioritaires de MTPM, en recherche d'emploi quel que soit son âge et son sexe ou sa situation (bénéficiaire ou non des minima, demandeur d'emploi de longue durée ou non). Leur seul point commun : un manque de réseau et au moins une situation pouvant générer une discrimination à l'embauche. L'entrée des bénéficiaires sur cette action s'effectue "au fil de l'eau".

Les bénéficiaires sont identifiés et suivis par une conseillère à l'Emploi à La Garde. Chaque bénéficiaire est ainsi reçu au plus près de son lieu d'habitation.

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, L'association Face Var à hauteur de **8 000 €(huit mille euros)** sur la ville de **Toulon**.

- Micro forums : 3 000 €
- Passerelle école entreprise : 5 000 €

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **8 000** euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Face Var

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,

Nathalie ALEXANDRE

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Micro Forums	Toulon : 3 000 € La Seyne sur Mer : 1 500 €
Passerelle Ecole Entreprise	Toulon : 5 000 € La Garde 2 000 €
Le club des entreprises Hyérois	Hyères : 6 000 €
EVS Face'illiter l'accès aux droits	Hyères : 3 000 €
Face'illiter la vie dans les quartiers	Hyères : 3 000 €
Job contact	La Garde : 3 000 €

a) Objectif(s):

- **Micro-Forums** : Organisation de micro-forums avec la présence de 30 personnes résidant en QPV + 5 entreprises (minimum).

2 micro-forums à la Seyne/Mer + 4 forums Toulon (sessions de recrutement pour 6/7 habitants QPV)

L'action se décline en plusieurs étapes : mobilisation des entreprises, mobilisation des bénéficiaires (adultes relais), organisation des forums et suivi (suivi avec les entreprises afin de connaître l'impact de ces forums, pour chiffrer les embauches).

Format du forum : présentation des entreprises et leurs besoins en recrutement, explication des postes à pourvoir et attentes, mini entretiens

- **Passerelle Ecole Entreprise** : L'objectif général de l'action est de permettre aux élèves de découvrir le fonctionnement d'une entreprise, de se préparer à la vie professionnelle et d'être remotivé par la découverte de différents métiers. Elle répond à un besoin de rétablir l'égalité des chances en développant le lien entre les jeunes et l'Entreprise, d'autant plus fortement qu'il s'agit de publics issus de quartiers où « l'Entreprise », au sens large, est peu présente (peu de sièges d'entreprises dans les quartiers, fort taux de chômage).

L'action vise également d'agir au niveau des entreprises pour modifier leurs représentations vis-à-vis du monde de la jeunesse, pour faciliter l'accueil et l'accompagnement des jeunes lors de leur entrée dans l'entreprise et sécuriser les parcours

- **Le club des entreprises Hyérois** : L'ambition d'un club est de pouvoir agir localement, en lien étroit avec les partenaires institutionnels et les associations hyéroises, en faveur de la découverte du monde économique et des métiers par des approches innovantes et ciblés. L'enjeu est d'animer et de créer un club d'entreprises locales pour qu'elles soient mobilisées sur les

différentes actions. Dans un premier temps, une rencontre de cadrage sera organisée en présence des partenaires institutionnels et des associations locales. L'enjeu sera de présenter le projet et de recueillir les réactions et les attentes des acteurs présents afin de coconstruire la feuille de route 2025 et les actions

qui seront menées (nombre de forums, de rencontres, de sessions de recrutement, de visites d'entreprises...).

Dans un second temps, le coordinateur rencontrera les entreprises du territoire hyérois pour leurs présenter le club et favoriser leur adhésion au projet.

Enfin, durant l'année, le coordinateur s'assurera du déploiement de la feuille de route comprenant les différentes actions à réaliser avec les entreprises du club (micro forums, visites d'entreprises, sessions de recrutement, participation à un événement sportif)

- EVS Face'illiter l'accès aux droits : L'accès aux droits est ouvert à tout public des quartiers prioritaires et du centre-ville de Hyères. Les personnes sont reçues par le médiateur juridique qui les informe, les oriente ou les accompagne dans les différentes démarches administratives. Ce médiateur réalise un diagnostic des besoins de la personne et adapte son accompagnement. Il travaille dans une démarche d'accompagnement global et d'apprentissage à l'autonomie.

- Face'illiter la vie dans les quartiers : L'objectif général du projet s'inscrit dans le champ d'action 2 : participer et faire vivre le quartier

Les objectifs opérationnels répondent à l'enjeu de proposer des animations pour les habitants et les quartiers pour :

- Favoriser la participation des habitants
- Favoriser la découverte du territoire et du patrimoine historique.
- Favoriser la découverte de la culture.
- Soutenir les initiatives des habitants.
- Rompre l'isolement, créer du lien social
- Proposer une parenthèse conviviale et ludique

- Job contact : L'action est destinée à toute personne résidant dans les quartiers prioritaires de MTPM, en recherche d'emploi quel que soit son âge et son sexe ou sa situation (bénéficiaire ou non des minima, demandeur d'emploi de longue durée ou non). Leur seul point commun : un manque de réseau et au moins une situation pouvant générer une discrimination à l'embauche. L'entrée des bénéficiaires sur cette action s'effectue "au fil de l'eau".

Les bénéficiaires sont identifiés et suivis par une conseillère à l'Emploi à La Garde. Chaque bénéficiaire est ainsi reçu au plus près de son lieu d'habitation.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA MISSION LOCALE DES JEUNES TOULONNAIS (MLJT)
--

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- La Mission Locale des Jeunes Toulonnais (MLJT), régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 19 rue Saint Cyprien, 83000 TOULON représentée par **Madame LEVY Geneviève** dûment habilitée

Ci-Après désigné « La MLJT »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La MLJT fait partie du service public de l'emploi. Elle s'appuie sur des dispositifs mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales. Elle traite l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

Ses missions : Accompagner dans l'emploi : suivi du jeune dans la phase d'intégration sur son poste de travail, bilans réguliers dans l'entreprise, médiation - Préparer les jeunes candidats à une offre d'emploi, aide au maintien dans l'emploi (soutien matériel, médiation jeune-employeur) et accompagnement post emploi. - Aider au recrutement grâce à l'analyse des besoins de l'entreprise, la proposition de candidats et la construction d'une réponse individualisée (type de contrat, aides mobilisables, formation...). - Soutenir les jeunes dans leur recherche d'emploi ainsi que dans leurs démarches d'orientation professionnelle, d'accès à la formation, à la santé, au logement, aux droits, à la citoyenneté et à la mobilité.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de La MLJT intervenant sur la commune de Toulon.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La MLJT s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de la MLJT soutenues par la Métropole :

- Antenne des quartiers ciblés PDV

Éviter les périodes d'errance entre la fin de la scolarité et la prise en charge par la mission locale. Permettre un accompagnement plus intense pour les jeunes grâce à un accès sans rendez-vous. Favoriser l'accès à l'emploi et la formation malgré les freins rencontrés en renforçant les liens avec les acteurs du quartier. Améliorer l'accès à l'emploi et la formation

- 1 permis 1 emploi

L'auto-école sociale et solidaire propose un parcours complet pour l'apprentissage de la conduite, comprenant des cours de code, des leçons de conduite, ainsi que la présentation aux examens du permis de conduire. Cette initiative vise à accompagner et à préparer 100 jeunes à accéder à une plus grande autonomie grâce à l'obtention de leur permis de conduire, qui constitue un levier essentiel pour faciliter leur accès à l'emploi et leur insertion socio-professionnelle. Les bénéficiaires de cette action profiteront également d'un accompagnement renforcé pour leur projet d'insertion, afin de lever les freins à leur employabilité. Par ailleurs, une attention particulière sera portée à la sensibilisation à la sécurité routière. Des ateliers pédagogiques aborderont les comportements à risques, notamment la conduite sous l'effet de l'alcool, des stupéfiants ou toute autre situation dangereuse, afin de promouvoir des pratiques responsables et sécurisées sur la route. Dans le cadre de cette action, la Mission Locale s'engage à flécher 20 jeunes suivis par des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) vers ce dispositif. Ces jeunes, pris en charge par 6 structures partenaires Aladin, AVAF, Brigade Nature Var, ASDV, APEA et ASPI bénéficieront d'un accompagnement spécifique visant à lever les freins à la mobilité et à renforcer leur accès à l'emploi, élément clé pour une insertion professionnelle durable. Ce dispositif s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement des jeunes en situation de précarité, en plaçant la mobilité et la sécurité routière au cœur de leur parcours d'insertion.

- Médiation Emploi Santé

Promouvoir des compétences de la personne "lever les freins et mobilisations vers l'emploi" Favoriser, améliorer la prise en charge des jeunes en souffrance psychique, lever les freins et ainsi leur permettre d'accéder à une insertion professionnelle. Promouvoir les compétences relationnelles et les savoir-être. Dépasser les craintes qui entravent les relations indispensables à l'accès et au maintien dans l'emploi. Rompre avec la spirale d'échec vécue par les jeunes en lien avec le manque de confiance en soi

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association MLJT à hauteur de **27 00 euros (vingt-sept mille euros)**.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2024.

Antenne des quartiers ciblés PDV	12 000 €
1 permis 1 emploi	10 000 €
Médiation Emploi Santé	5 000 €

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 27 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Mission Locale
des Jeunes toulonnais

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Geneviève LEVY

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Antenne des quartiers ciblés PDV	12 000 €
1 permis 1 emploi	10 000 €
Médiation Emploi Santé	5 000 €

a) Objectif(s):

- **Antenne des quartiers ciblés PDV**

Éviter les périodes d'errance entre la fin de la scolarité et la prise en charge par la mission locale. Permettre un accompagnement plus intense pour les jeunes grâce à un accès sans rendez-vous. Favoriser l'accès à l'emploi et la formation malgré les freins rencontrés en renforçant les liens avec les acteurs du quartier. Améliorer l'accès à l'emploi et la formation

- **1 permis 1 emploi**

L'auto-école sociale et solidaire propose un parcours complet pour l'apprentissage de la conduite, comprenant des cours de code, des leçons de conduite, ainsi que la présentation aux examens du permis de conduire. Cette initiative vise à accompagner et à préparer 100 jeunes à accéder à une plus grande autonomie grâce à l'obtention de leur permis de conduire, qui constitue un levier essentiel pour faciliter leur accès à l'emploi et leur insertion socio-professionnelle. Les bénéficiaires de cette action profiteront également d'un accompagnement renforcé pour leur projet d'insertion, afin de lever les freins à leur employabilité. Par ailleurs, une attention particulière sera portée à la sensibilisation à la sécurité routière. Des ateliers pédagogiques aborderont les comportements à risques, notamment la conduite sous l'effet de l'alcool, des stupéfiants ou toute autre situation dangereuse, afin de promouvoir des pratiques responsables et sécurisées sur la route. Dans le cadre de cette action, la Mission Locale s'engage à flécher 20 jeunes suivis par des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) vers ce dispositif. Ces jeunes, pris en charge par 6 structures partenaires Aladin, AVAF, Brigade Nature Var, ASDFV, APEA et ASPI bénéficieront d'un accompagnement spécifique visant à lever les freins à la mobilité et à renforcer leur accès à l'emploi, élément clé pour une insertion professionnelle durable. Ce dispositif s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement des jeunes en situation de précarité, en plaçant la mobilité et la sécurité routière au cœur de leur parcours d'insertion.

- **Médiation Emploi Santé**

Promouvoir des compétences de la personne "lever les freins et mobilisations vers l'emploi" Favoriser, améliorer la prise en charge des jeunes en souffrance psychique, lever les freins et ainsi leur permettre d'accéder à une insertion professionnelle. Promouvoir les compétences relationnelles et les savoir-être. Dépasser les craintes qui entravent les relations indispensables à l'accès et au maintien dans l'emploi. Rompre avec la spirale d'échec vécue par les jeunes en lien avec le manque de confiance en soi

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
- Nombre de bénéficiaires issus de QPV

- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION INITIATIVE VAR
--

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association **Initiative Var** régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège au 12 bis rue Emile Gimelli représentée par **Monsieur Thomas RIBOUD** dûment habilité

Ci-Après désigné « Initiative Var »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association Initiative Var propose un dispositif d'accompagnement et de financement destiné aux porteurs de projet souhaitant créer ou reprendre une entreprise sur le département du Var.

Ses missions : Initiative Var permet de favoriser le développement économique local en soutenant la création, la reprise, le primo-développement et la croissance des entreprises sur son territoire d'intervention et sur le département du Var. Les créateurs sont accompagnés individuellement sur la permanence la plus proche de leur domicile.

Initiative Var se caractérise par :

- son ancrage local. La plateforme est profondément ancrée dans son territoire d'intervention, grâce à ses 4 antennes et 16 lieux de permanence.
- son caractère partenarial. L'action d'Initiative Var repose également sur les partenariats noués avec les acteurs publics et privés qui partagent ses valeurs et son projet

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'association Initiative Var intervenant sur la commune de Toulon, Hyères et La Garde.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'association INITIATIVE VAR s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l'association soutenues par la Métropole :

-Accélérateur- Programme Quartiers 2030

Au niveau du parcours d'accompagnement, les Accélérateurs proposent un parcours d'accompagnement intensif qui dure généralement entre 6 mois et 1 an (6 mois pour l'accélérateur émergence et 1 an pour les accélérateurs création-développement et accélérateurs croissance et qui incluent les éléments suivants :

- 1.Diagnostic initial et définition des objectifs : Une analyse approfondie est réalisée pour évaluer le potentiel du projet, les besoins spécifiques de l'entrepreneur, et les objectifs de croissance.
- 2.Formation et ateliers pratiques : Des modules de formation couvrant des sujets tels que la stratégie commerciale, la gestion financière, le marketing digital, et les compétences managériales sont proposés.
- 3.Mentorat et coaching personnalisé : Chaque entrepreneur est accompagné par un mentor expérimenté, souvent un entrepreneur ou expert, pour l'aider à naviguer les défis de la croissance.
- 4.Accès à un réseau de partenaires et d'investisseurs : Les accélérateurs organisent des événements de networking pour connecter les entrepreneurs avec des investisseurs potentiels, des incubateurs, et des entreprises locales.
- 5.Suivi post-accélération : À l'issue du programme, un suivi est mis en place pour s'assurer que les entreprises accompagnées continuent de croître et d'atteindre leurs objectifs.

Concernant les impacts attendus, les accélérateurs visent à :

- * Augmenter le taux de succès des entreprises issues des quartiers prioritaires en leur apportant des compétences solides et un accompagnement adapté.
- * Créer des emplois locaux et renforcer l'économie dans les zones concernées.
- * Favoriser l'innovation sociale en soutenant des projets qui répondent aux enjeux des quartiers populaires.
- * Inspirer de nouvelles vocations entrepreneuriales et encourager la mobilisation de talents locaux.

Enfin, pour les critères d'éligibilité, les accélérateurs sont ouverts aux entrepreneurs issus des quartiers prioritaires qui portent des projets ayant un potentiel de croissance significatif et un impact positif sur leur communauté. Les candidatures sont évaluées sur la base de la viabilité du projet, de la motivation et du sérieux de l'entrepreneur, et de l'alignement avec les valeurs d'inclusion et de développement du programme. Les accélérateurs représentent une étape stratégique du programme Entrepreneurat Quartier 2030, complémentaire des autres offres, pour propulser des talents et des initiatives qui contribuent à une économie inclusive et solidaire. Le programme d'accompagnement est déjà défini et sera individualisé en fonction des contraintes individuelles des accélérés.

- Bus de l'entrepreneuriat

Initiative Var a pour ambition de promouvoir l'entrepreneuriat, en proposant une solution proactive via ce dispositif mobile. Il permettra de toucher une cible résidant ou implantée en QPV, éloignée des réseaux d'accompagnement et ne connaissant pas l'offre existante. 4 objectifs principaux sont à retenir :

Un dispositif mobile pour proposer une solution de proximité et promouvoir l'offre

La détection et l'orientation vers les acteurs présents sur le territoire, adaptée aux besoins de chacun

Un accompagnement permettant de sécuriser le parcours, grâce au panel des partenaires de la création

Le suivi des entrepreneurs pour faire évoluer l'accompagnement en même temps que leurs besoins.

Notre ancrage et notre maillage territorial sur tout le Département du Var nous assure une parfaite connaissance des partenaires et des dispositifs existants. Le dispositif sera déployé dans tous les QPV du Département, avec un focus particulier sur la Métropole de Toulon sur laquelle sont situés presque 75% des QPV varois.

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association **Initiative Var** hauteur de **35 000 (trente-cinq mille euros)** sur la ville de **Toulon**.

- Accélérateur Programme Quartier 2030 : 20 000 €
- Bus de l'entrepreneuriat : 15 000 €

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **35 000** euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Initiative Var

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Thomas RIBOUD

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Accélérateur- Programme Quartiers 2030	Toulon :20 000 € Hyères : 12 000 €
Bus de l'entrepreneuriat	Toulon : 15 000 € La Garde : 1 000 €

a) Objectif(s):

-Accélérateur- Programme Quartiers 2030

Au niveau du parcours d'accompagnement, les Accélérateurs proposent un parcours d'accompagnement intensif qui dure généralement entre 6 mois et 1 an (6 mois pour l'accélérateur émergence et 1 an pour les accélérateurs création-développement et accélérateurs croissance et qui incluent les éléments suivants :

- 1.Diagnostic initial et définition des objectifs : Une analyse approfondie est réalisée pour évaluer le potentiel du projet, les besoins spécifiques de l'entrepreneur, et les objectifs de croissance.
- 2.Formation et ateliers pratiques : Des modules de formation couvrant des sujets tels que la stratégie commerciale, la gestion financière, le marketing digital, et les compétences managériales sont proposés.
- 3.Mentorat et coaching personnalisé : Chaque entrepreneur est accompagné par un mentor expérimenté, souvent un entrepreneur ou expert, pour l'aider à naviguer les défis de la croissance.
- 4.Accès à un réseau de partenaires et d'investisseurs : Les accélérateurs organisent des événements de networking pour connecter les entrepreneurs avec des investisseurs potentiels, des incubateurs, et des entreprises locales.
- 5.Suivi post-accélération : À l'issue du programme, un suivi est mis en place pour s'assurer que les entreprises accompagnées continuent de croître et d'atteindre leurs objectifs.

Concernant les impacts attendus, les accélérateurs visent à :

- * Augmenter le taux de succès des entreprises issues des quartiers prioritaires en leur apportant des compétences solides et un accompagnement adapté.
- * Créer des emplois locaux et renforcer l'économie dans les zones concernées.
- * Favoriser l'innovation sociale en soutenant des projets qui répondent aux enjeux des quartiers populaires.
- * Inspirer de nouvelles vocations entrepreneuriales et encourager la mobilisation de talents locaux.

Enfin, pour les critères d'éligibilité, les accélérateurs sont ouverts aux entrepreneurs issus des quartiers prioritaires qui portent des projets ayant un potentiel de croissance significatif et un impact positif sur leur communauté. Les candidatures sont évaluées sur la base de la viabilité du projet, de la motivation et du sérieux de l'entrepreneur, et de l'alignement avec les valeurs d'inclusion et de développement du programme. Les accélérateurs représentent une étape stratégique du programme Entrepreneuriat Quartier 2030, complémentaire des autres offres, pour propulser des talents et des initiatives qui contribuent à une économie inclusive et solidaire. Le programme d'accompagnement est déjà défini et sera individualisé en fonction des contraintes individuelles des accéléérés.

- Bus de l'entrepreneuriat

Initiative Var a pour ambition de promouvoir l'entrepreneuriat, en proposant une solution proactive via ce dispositif mobile. Il permettra de toucher une cible résidant ou implantée en QPV, éloignée des réseaux d'accompagnement et ne connaissant pas l'offre existante. 4 objectifs principaux sont à retenir :

- Un dispositif mobile pour proposer une solution de proximité et promouvoir l'offre
- La détection et l'orientation vers les acteurs présents sur le territoire, adaptée aux besoins de chacun
- Un accompagnement permettant de sécuriser le parcours, grâce au panel des partenaires de la création
- Le suivi des entrepreneurs pour faire évoluer l'accompagnement en même temps que leurs besoins.

Notre ancrage et notre maillage territorial sur tout le Département du Var nous assure une parfaite connaissance des partenaires et des dispositifs existants. Le dispositif sera déployé dans tous les QPV du Département, avec un focus particulier sur la Métropole de Toulon sur laquelle sont situés presque 75% des QPV varois.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

<p align="center">CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION UFOLEP 83</p>

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- **Association UFOLEP 83** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 68 avenue Victor Agostini, 83000 TOULON représentée par Monsieur SAUNIER Patrick dûment habilité

Ci-Après désigné « Association UFOLEP 83 »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association UFOLEP L'UFOLEP du Var, créée en janvier 1994, se positionne comme une fédération sportive affinitaire engagée, fondée sur des valeurs de solidarité et de citoyenneté. Son engagement se manifeste à travers une double ambition clairement définie, à savoir promouvoir le sport citoyen et humaniste, tout en plaçant l'éducation par le sport au cœur de ses préoccupations.

En adoptant une perspective sociale et citoyenne du sport, l'UFOLEP du Var répond aux défis contemporains liés à l'accessibilité, à la santé pour tous, à la solidarité et à l'engagement. Elle s'inscrit ainsi dans une démarche visant à transcender le simple aspect compétitif du sport pour en faire un outil d'épanouissement individuel et collectif. Cette vision novatrice repose sur des valeurs fondamentales telles que la solidarité, le fair-play, l'inclusion, le civisme et le sport pour tous. L'UFOLEP du Var place la laïcité et la citoyenneté au cœur de son action, soulignant l'importance de ces principes dans la pratique sportive et dans la construction d'une société harmonieuse.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi et prévention, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à favoriser la prévention, la lutte contre les discriminations et l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'association **UFOLEP 83** intervenant sur la commune de Toulon, Hyères, La Garde et La Seyne sur Mer

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

Association UFOLEP 83 s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l'Association UFOLEP 83 soutenues par la Métropole dans le Contrat de Ville:

- **Sports urbains en horaires décalés** : Animations en horaires décalés autour des sports urbains : Durant les périodes de vacances scolaires, l'UFOLEP 83 implante plusieurs activités sportives et pédagogiques en pied d'immeuble sur différents quartiers de Toulon autour des sports urbains. Lors de chaque semaine d'intervention dans un même quartier, l'éducateur sportif pourra proposer, du lundi au jeudi, un certain nombre d'activités et en permettre la découverte. Le vendredi sera ensuite dédié à un temps plus festif, mêlant enfants et parents, sous la forme d'un "Mini Ufostreet".
- **Socio sport** : C'est un moyen de sensibiliser les enfants et les jeunes sur la santé et la citoyenneté de manière assez globale. L'UFOLEP 83 implante une activité sportive sur un lieu défini à l'avance. Un calendrier diversifié est établi pour 2 mois (période de vacances à vacances), ou pour les vacances scolaires, avec les associations intervenant dans les quartiers. Le Socio Sport est une activité sportive qui est proposée à toutes les structures (Centres sociaux, Associations et/ou ACM (enfants et jeunes) de la ville de Toulon inscrits dans les QPV + PSC1 – Attention particulière au public en situation de handicap.
- **Horaires décalés et pied d'immeuble** : Permettre à des jeunes âgés de 10 à 25 ans qui ne pratiquent pas un sport régulièrement, de participer à des rencontres, des initiations, des pratiques sportives nouvelles et d'appréhender ainsi l'activité physique et la santé sur le territoire de La Garde.
- **Action socio sport santé** : Animations axées autour du sport et de la santé sur le territoire Hyérois, à destination de tout public au Val des Rougières. C'est un moyen de sensibiliser les enfants et les jeunes sur la santé et la citoyenneté de manière assez globale. L'UFOLEP 83 implante une activité sportive sur un lieu défini à l'avance. Un calendrier diversifié est établi pour 2 mois (période de vacances à vacances), ou pour les vacances scolaires, avec les associations intervenant dans les quartiers. Le Socio Sport est une activité sportive qui est proposée à toutes les structures (Centres sociaux, Associations et/ou ACM (enfants et jeunes) de la ville de Toulon inscrits dans les QPV + PSC1 – Attention particulière au public en situation de handicap.
- **Sport déclic** : La démarche est « l'aller vers », afin d'écouter, décharger, d'entrer en lien puis prévenir, informer, accompagner et orienter. Cette action reposera sur une présence de rue régulière organisée par l'équipe dans l'espace public, espace de vie des jeunes, afin d'aller à leur rencontre, de se faire

connaître et reconnaître notamment auprès de ceux qui sont en dehors des circuits usuels et en parallèle de créer/renforcer un lien permanent avec les partenaires sur le territoire de Hyères.

- **Socio sport La Seyne sur Mer et toutes sportives** : Animations à la Seyne sur Mer pour les 6-17 ans : animations sportives mercredis 14h-16h) et vacances scolaires (lundis, mercredis, vendredis journées). Pour les Femmes : lundis après-midi, mardis / mercredis / jeudis matins, vendredis journées
Ufostreet : animations pied immeuble horaires décalés 2 fois/semaine (16h30-18h30), été 3*/semaine (18h-20h)

- **M35** : réunions partenariales sport santé. Mise en place d'actions thématiques santé nationale (lien CLS). Orientation bénéficiaire : accueil, info, orientation, bilan sport santé, séance sportive parents - enfants, ALD, seniors. 6 petit déjeuners par an.
Ambassadeurs santé : démarche aller vers, prévention santé

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de

dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, L'association **UFOLEP 83** hauteur de **8 000 € (huit mille euros)** sur la ville de **Toulon**.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

- Sports urbains en horaires décalés : 4 000 €
- Socio sport : 4 000 €

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **8 000** euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

Le montant de la subvention sera versé en une seule fois à réception de la convention signée
Devront être communiqués :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

UFOLEP 83

Le Président,
Patrick SAUNIER

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Sports urbains en horaires décalés	Toulon : 4 000 €
Socio sport	Toulon : 4 000 €
Horaires décalés et pied d'immeuble	La Garde : 6 000 €
Action socio sport santé	Hyères : 3 000 €
Sport déclic	Hyères : 6 000 €
Socio sport La Seyne sur Mer et toutes sportives	La Seyne : 5 000 €
M35	La Seyne : 5 000 €

a) Objectif(s):

- **Sports urbains en horaires décalés** : Animations en horaires décalés autour des sports urbains : Durant les périodes de vacances scolaires, l'UFOLEP implante plusieurs activités sportives et pédagogiques en pied d'immeuble sur différents quartiers de Toulon autour des sports urbains. Lors de chaque semaine d'intervention dans un même quartier, l'éducateur(ice) sportif(ve) pourra proposer, du lundi au jeudi, un certain nombre d'activités et en permettre la découverte. Le vendredi sera ensuite dédié à un temps plus festif, mêlant enfants et parents, sous la forme d'un "Mini Ufostreet".

- **Socio sport** : C'est un moyen de sensibiliser les enfants et les jeunes sur la santé et la citoyenneté de manière assez globale. L'UFOLEP 83 implante une activité sportive sur un lieu défini à l'avance. Un calendrier diversifié est établi pour 2 mois (période de vacances à vacances), ou pour les vacances scolaires, avec les associations intervenant dans les quartiers. Le Socio Sport est une activité sportive qui est proposée à toutes les structures (Centres sociaux, Associations et/ou ACM (enfants et jeunes) de la ville de Toulon inscrits dans les QPV + PSC1 – Attention particulière au public en situation de handicap.

- **Horaires décalés et pied d'immeuble** : Permettre à des jeunes âgés de 10 à 25 ans qui ne pratiquent pas un sport régulièrement, de participer à des rencontres, des initiations, des pratiques sportives nouvelles et d'appréhender ainsi l'activité physique et la santé sur le territoire de La Garde.

- **Action socio sport santé** : Animations axées autour du sport et de la santé sur le territoire Hyérois, à destination de tout public au Val des Rougières. C'est un moyen de sensibiliser les enfants et les jeunes sur la santé et la citoyenneté de manière assez globale. L'UFOLEP 83 implante une activité sportive sur un lieu défini à l'avance. Un calendrier diversifié est établi pour 2 mois (période de vacances à vacances), ou pour les vacances scolaires, avec les associations intervenant dans les quartiers. Le Socio Sport est une activité sportive qui est proposée à toutes les structures (Centres sociaux, Associations et/ou ACM (enfants et jeunes) de la ville de Toulon inscrits dans les QPV + PSC1 – Attention particulière au public en situation de handicap.

- **Sport déclic** : La démarche est « l'aller vers », afin d'écouter, décharger, d'entrer en lien puis prévenir, informer, accompagner et orienter. Cette action reposera sur une présence de rue régulière organisée par l'équipe dans l'espace public, espace de vie des jeunes, afin d'aller à leur rencontre, de se faire connaître et reconnaître notamment auprès de ceux qui sont en dehors des circuits usuels et en parallèle de créer/renforcer un lien permanent avec les partenaires sur le territoire de Hyères.

- **Socio sport La Seyne sur Mer et toutes sportives** : Animations à la Seyne sur Mer pour les 6-17 ans : animations sportives mercredis 14h-16h) et vacances scolaires (lundis, mercredis, vendredis journées). Pour les Femmes : lundis apm, mardis / mercredis / jeudis matins, vendredis journées
Ufostreet : animations pied immeuble horaires décalés 2*/semaine (16h30-18h30), été 3*/semaine (18h-20h)

- **M35** : réunions partenariales sport santé . Mise en place d'actions thématiques santé nationale (lien CLS). Orientation bénéficiaires : accueil, info, orientation, bilan sport santé, séance sportive parents - enfants, ALD, seniors. 6 petits déjeuners par an.
Ambassadeurs santé : démarche aller vers, prévention santé

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Impacts sur les bénéficiaires
 - o Réalisations pour l'année échue
 - o Lien des actions avec les besoins du territoire

